

# Noël

## responsable

LE DEVOIR



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

## Et si les vœux de bonheur portaient au-delà des mots...

La frénésie des Fêtes doit être donnée en partage à tous et toutes

C'est un autre Noël que le leur: qui a peu pour vivre ne pourra participer à cette frénésie qui, au temps des Fêtes, agite nos sociétés où la capacité d'acquérir, d'acheter, est synonyme de bonheur. Comment alors rendre joyeux ces jours où les mots « bonheur » et « allégresse » se conjuguent au rythme des vœux et des cadeaux?

NORMAND THÉRIAULT

**C**e sera bientôt Noël: « Pour les enfants, mais aussi pour les parents. C'est une période où tout le monde s'arrête, tout le monde festoie. Il y a un écart qui se creuse avec les gens qui ne peuvent être joyeux et qui sont encore dans des conditions de survie pendant cette période-là. »

Et Gilles Julien, que tous et toutes connaissent comme le docteur Julien, l'homme d'une fondation qui porte son nom, de décrire ces jours pénibles pour qui a peu, car, ajoutera-t-il, « dans une société de consommation comme la nôtre, celui qui ne peut pas consommer vit des iniquités épouvantables ».

Et si aujourd'hui, ce 14 décembre, se tient sa Guignolée, s'il espère que la récolte sera bonne, il espère aussi que tout geste posé sera accompagné d'une prise de conscience, car un don alors fait, si généreux soit-il, n'assure qu'un moment de répit: tous et toutes de-

vraient avoir accès à un logement décent, à un salaire qui permet d'acquérir nourriture, éducation et conditions de vie décentes. Pour les parents comme pour les enfants.

### Partage

Et décembre est un mois où l'« autre » publicité s'affiche. « Le plaisir d'aider, ça s'attrape »: avec ce slogan, Oxfam-Québec veut susciter une réflexion sur l'état du monde, au même moment où qui a une boîte aux lettres voit se déposer ces courriers multiples où plus d'un organisme lance un appel à l'aide pour soutenir sa cause. De Moisson Montréal à la Maison du père, les invitations à la générosité se multiplient. Et si 2,97 \$ assurent un repas de Noël, ailleurs ce sera un simple don en nourriture qui permettra de garnir un panier alimentaire.

Et dire que nos sociétés consomment avec abondance, quand il est devenu normal d'admettre que des objets qui seraient pour plus d'un luxe n'ont qu'une durée de vie limitée: faut-il né-

cessairement mettre à la poubelle tous les gadgets électroniques, qu'ils soient téléphones, ordinateurs ou consoles, sous le simple prétexte d'acquérir la dernière version disponible?

### Consommer

Dans notre monde du « prix le plus bas », il faut ainsi savoir que consommer a un autre prix: dans quelle *maquiladora* ou autre officine d'exploitation du travail a été fabriqué ou assemblé cet objet que les Apple et autres Walmart proposent comme autant d'aubaines, comme une autre occasion d'obtenir plus en payant moins?

Ce temps des Fêtes permet ainsi d'inscrire dans les consciences ces disparités économiques qu'engendrent les fermetures d'usines ou leur délocalisation, ces stratégies de profits dans lesquelles il est devenu normal de ne considérer l'être humain que comme un simple élément d'une chaîne de production.

Et il y a plus encore. Certes, l'activité économique est, en nos sociétés, devenue le barème absolu, mais que mesure-t-on? Le bonheur de quelques-uns ou la qualité de vie de tous?

Tout Noël responsable suppose donc un acte de conscience.

Le Devoir

« Dans une société de consommation comme la nôtre, celui qui ne peut pas consommer vit des iniquités épouvantables »

Gilles Julien



Soutenir les travailleuses et travailleurs exploités-es:



# À NOËL, PENSONS AUSSI À CELLES ET CEUX QUI FABRIQUENT LES CADEAUX.



CETTE PAGE EST PRODUITE PAR ALTERNATIVES > LA SOLIDARITÉ EN ACTION > WWW.ALTERNATIVES.CA

NOUS DÉFENDONS **LA JUSTICE SOCIALE, L'ÉQUITÉ, LA DÉMOCRATIE ET LES DROITS** PARTOUT SUR LA PLANÈTE.

*Implantées principalement après les ententes de libre-échange au Mexique et dans toute l'Amérique centrale, les usines d'assemblage multinationales bénéficient d'une main-d'œuvre bon marché pour leur production textile, électronique et automobile. Beaucoup d'emplois à la clé et une consommation excessive d'eau et d'énergie accompagnée d'une pollution de grande ampleur. Mais ces « Maquiladoras » sont surtout connus pour l'exploitation des travailleuses (en majorité) et des travailleurs.*

Une fois que l'on franchit les portes de l'usine, on entre dans un monde parallèle, où l'exploitation intense, le harcèlement sexuel comme manière de discipliner et l'interdiction de se syndiquer se combinent librement pour que s'assemblent pompes, jeans, lecteurs DVD ou montres-bracelets et que l'ensemble soit réexpédié vers les États-Unis. « On dirait de la fiction, mais cela n'en est pas, c'est la réalité et c'est l'enfer », condamne Ramona Ojeda, travailleuse et activiste des usines « maquiladoras ».

**Alternatives** en collaboration avec la Confédération des syndicats nationaux (**CSN**), la Confédération syndicales des travailleurs des Amériques (**CSA**), le syndicat Basque **ELA** et la Centrale Unique des travailleurs du Brésil (**CUT**) développent depuis 2010 un programme d'appui à deux syndicats du Honduras et du Nicaragua avec le soutien du Ministère des relations internationales du Québec.

En 2013-2014, notre intervention vise à améliorer les capacités de plaidoyer et de communication de ces organisations. Médias sociaux et diffusion radiophonique seront à l'honneur pour la défense des droits des travailleuses et travailleurs des Maquiladoras du Nicaragua et du Honduras.

## Chasse aux syndicats

Au Honduras et au Nicaragua, les lois se radicalisent pour empêcher la libre adhésion aux syndicats et leur existence même. Les rapports annuels sur les droits syndicaux des pays d'Amérique centrale publiés par la Centrale syndicale internationale (CSI) font état de congédiements collectifs et individuels pour empêcher la formation des syndicats, de menaces de morts et de harcèlement contre les syndicalistes, de fermeture de centres de travail et de circulation de listes noires de syndicalistes entre les employeurs.

## Délocalisation des coûts environnementaux

Pour fabriquer des tissus à la fois doux et résistants, les industriels ont recours à des traitements à base de formaldéhydes, de soude caustique, d'acide sulfurique, de brome et de sulfamides, des composés particulièrement dangereux pour la santé des travailleuses et qui seront « meilleur marché » à gérer au Sud.

Le libre-échange a aussi conduit à l'élimination de l'obligation de la part des entreprises étrangères de rapatrier leurs déchets toxiques. Si bien que dans certaines usines ceux-ci s'accumulent des années durant sans qu'aucun contrôle ne vienne inquiéter leurs propriétaires.

## Les femmes vivent des conditions de précarité et d'inégalité au niveau du travail

Aujourd'hui les Maquiladoras, principalement du secteur textile, constituent la principale source d'emploi dans la région. Soixante-quinze pour cent des travailleurs de Maquiladoras ont en moyenne 25 ans et 80% sont des femmes. Les femmes sont soumises à des conditions de travail très dures et à une violence persistante, incluant sexuelle. Le non respect des droits paritaires des femmes honduriennes et nicaraguayennes suscite l'inquiétude des experts du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes des Nations Unies.

## VOUS POUVEZ AUSSI SOUTENIR CES DROITS

en faisant un don ou en devenant membre:

 **Alternatives**  
La solidarité en action



twitter

@alternativesMTL



facebook

/alternativesMTL



web

alternatives.ca



téléphone

(514) 982-6606

## NOËL RESPONSABLE

FONDATION DU DOCTEUR JULIEN

## « Noël a surtout été une fête de partage »

La onzième édition de la Guignolée a lieu aujourd'hui

Il y a des moments-clés dans l'année où les familles les plus vulnérables vivent des moments particulièrement difficiles. Tout comme la rentrée des classes ou le début de l'hiver, le temps des Fêtes, parce qu'il amène son lot de dépenses, en est un.

HÉLÈNE ROULOT-GANZMANN

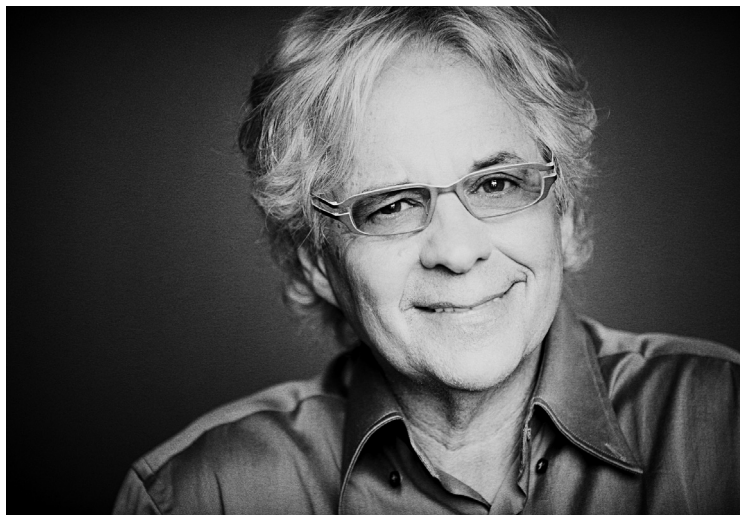
À la Fondation du docteur Julien, on met tout en branle pour que la période des Fêtes soit le moins pénible possible tant pour les enfants que pour les parents.

**Le Devoir: On imagine que le temps des Fêtes est une période particulièrement difficile pour les enfants en situation de vulnérabilité...**

**Docteur Julien:** Pour les enfants, mais aussi les parents. C'est une période où tout le monde s'arrête, tout le monde festoie. Il y a un écart qui se creuse avec les gens qui ne peuvent pas être joyeux et qui sont encore dans des conditions de survie pendant cette période-là. Les organismes qui gèrent l'aide humanitaire prennent aussi souvent une pause. Ça crée un vide. Les gens fragiles se retrouvent un peu plus exclus pendant cette période, alors que, au contraire, on devrait être plus présent pour eux.

**Qu'est-ce qui est le plus dur à vivre?**

Les familles voudraient offrir à leurs enfants de bons moments, une belle alimentation, un cadeau. Ça apporte beaucoup de stress, de culpabilité, de colère chez les parents. De la frustration chez les enfants, qui entendent un peu partout que nous entrons dans une période joyeuse, une période de paix, où on prend un peu plus le temps de vivre en famille, de se parler, etc. Ils s'attendent à ça. Ils imaginent des choses, ils rêvent beaucoup. L'adulte, lui, sait très bien que c'est une période comme une autre. Il sait qu'il va décevoir les attentes de son enfant. J'ai beaucoup de pa-



FONDATION DU DOCTEUR JULIEN

Selon le Dr Julien, « les organismes qui gèrent l'aide humanitaire prennent aussi souvent une pause. Ça crée un vide. »

rents qui me disent qu'ils aimeraient économiser pour offrir un cadeau à leur enfant. Mais que, pour cela, ils vont être obligés de le priver de nourriture. C'est pour ça que la Fondation du docteur Julien essaie d'être présente dans ces moments-là. Pour leur permettre de vivre cette période de manière un peu joyeuse et de faire diminuer le stress.

**Quelles sont les conséquences de cette angoisse?**

Petit à petit, la tension monte. Il y a plus de chicanes, des chicanes de couple notamment. Les crises peuvent aller jusqu'aux idées suicidaires, voire le passage à l'acte. Je n'ai pas de statistiques, mais il y a fort à parier que c'est la période la plus propice à cela. On retrouve des idées de mort chez les très jeunes enfants lorsqu'ils ne se sentent pas aimés, ou parce qu'un parent fait une promesse qu'il ne tient pas. Les adolescents peuvent aller jusqu'au suicide. Les enfants vont s'automutiler, s'empêcher de se développer, arrêter d'être motivés pour aller à l'école, détruire leur vie progressivement. Le passage à l'acte arrive un peu plus tard, mais il est préparé de cette façon. C'est là que tous auraient besoin d'aide et c'est là qu'il y en a le moins. Les établissements sont fermés, les files d'attente dans les hôpitaux sont plus longues.

**C'est aussi ce cycle infernal que vous tentez d'enrayer avec la Guignolée?**

La Guignolée sert à outiller les enfants pour la vie, c'est-à-dire développer des services pour leur venir en aide à l'année, pour éviter qu'ils traînent des retards trop longtemps, pour ne pas perdre de temps, pour éviter de stopper le développement à un moment-clé de l'enfance. Au-delà de ça, nous recevons également des jouets, des livres. Grâce à la Guignolée, tous nos parents vont pouvoir offrir un cadeau à leurs enfants. Ils n'auront pas besoin d'économiser pour ça. On s'assure aussi qu'ils ont accès à de la nourriture différente et en quantité plus grande.

**La situation est-elle plus compliquée à gérer en Occident?**

En Amérique, c'est probablement pire qu'ailleurs, oui. Nous vivons dans une société de consommation importante. Quand le petit demande pour Noël une console qui coûte 300\$, le parent sait très bien qu'il ne pourra pas la lui offrir. Il n'a même pas ça, lorsqu'il a payé son loyer, pour acheter la bouffe pour le reste du mois. Les enfants, eux, ne comprennent pas pourquoi leur parent ne peut pas leur offrir ça alors que le voisin en a. C'est certain que cette société de consommation excessive où le loisir est devenu un écran qui coûte cher, qu'on doit changer, auquel on doit s'abon-

ner, acheter des jeux, etc., ça accroît la tension, parce que l'enfant espère jusqu'à Noël qu'il l'aura, et il ne l'aura pas. Ailleurs, l'enfant peut recevoir un ballon et être heureux. Dans une société de consommation comme la nôtre, celui qui ne peut pas consommer vit des iniquités épouvantables.

**En tant que société, comment pouvons-nous pallier cela?**

Nous sommes une société capitaliste, nous n'allons pas changer ça. Ce que nous pouvons faire, c'est de nous organiser pour créer plus d'équité sociale sans compter seulement sur les gouvernements, parce qu'eux n'y arrivent pas et n'ont jamais démontré qu'ils étaient capables de le faire. Il faut donc compter sur la générosité du public, d'où les guignolées, les campagnes de financement. Plus la société est généreuse, plus on parvient, nous, sur le terrain, à faire diminuer ce type d'iniquités. Mais il ne suffit pas d'en parler le temps d'une journée, voire quelques jours durant les Fêtes. C'est seulement en plaçant cet enjeu parmi les objectifs majeurs que nous parviendrons à alléger la charge. Assurer un logement adéquat à chacun comme base de travail, accéder à une nourriture de qualité aussi, toucher un salaire minimal qui ne soit pas un salaire de pauvre... Mais nous ne sommes malheureusement pas dans une société qui joue dans ces platebandes-là. Au contraire, les écarts augmentent et les gens réagissent donc à de plus grandes différences.

**Au final, qu'est-ce que ce serait, selon vous, un Noël responsable?**

Noël a toujours été une fête religieuse, mais a surtout été une fête de partage. On devrait revenir à cela. Si on a un voisin qui ne peut pas bien vivre Noël, il faut s'en mêler. Et si chacun se mêlait de son voisin qui vit des difficultés, on commencerait à changer une société.

Collaboratrice  
Le Devoir

Pour s'informer: [www.fondationdrjulien.org](http://www.fondationdrjulien.org).



STEVE TERRILL AGENCE FRANCE-PRESSE

Cette année, ce sont les enfants du Rwanda qui reçoivent des messages solidaires, à l'instigation de Carrefour Tiers-Monde.

CARREFOUR TIERS-MONDE

## Acquérir une conscience sociale est aussi un cadeau

À quelques jours de l'avalanche de cadeaux qui s'abattra sur la province, certains petits Québécois auront appris que, grâce à un programme pédagogique mis sur pied par l'organisme Carrefour Tiers-Monde, tous n'ont pas leur chance à travers le monde.

SARAH POULIN-CHARTRAND

« Au Sud comme au Nord... les enfants d'abord! », c'est un programme qui permet à des jeunes du primaire, de 4<sup>e</sup> et de 5<sup>e</sup> années, d'échanger des messages de solidarité avec des enfants d'un pays en développement », explique Nicole Piché, agente de communications de cette ONG à but non lucratif, basée à Québec. Carrefour Tiers-Monde envoie du matériel pédagogique à des enseignants à travers la province, qui élaborent des activités de sensibilisation durant l'automne dont le point culminant est cet envoi de messages durant la période des Fêtes. Plus de 1000 élèves ont participé à cette campagne jusqu'à maintenant.

**Messages pour le Rwanda**

Les messages de solidarité prennent la forme d'une carte où les petits d'ici échangeront leurs vœux avec des enfants du Sud. Cette année, ce sont les enfants du Rwanda qui reçoivent ces messages solidaires. Des dessins et des vœux qui disent principalement: « Je considère que mon toit et ma nourriture sont essentiels et que tu devrais y avoir droit toi aussi. »

En trois étapes, les élèves sont sensibilisés aux droits des enfants, ils découvrent un pays et un organisme lié à ce pays et ils s'engagent finalement, par leur carte, pour les droits des enfants. Plus tard dans l'année, les élèves participants recevront à leur tour des nouvelles de leurs consœurs et confrères de l'autre bout du monde.

« Chez Carrefour Tiers-Monde, nous croyons que c'est un cadeau essentiel à nous faire, à notre monde, à cette société dans laquelle nous vivons, que de sensibiliser et mobiliser les gens pour les droits des enfants. Comment changer et améliorer le monde de demain, si ce n'est en sensibilisant les enfants d'ici et d'ailleurs aux droits essentiels à leur accomplissement? », explique la responsable de l'organisme.

Pour Nicole Piché, la période des Fêtes, où on pense plus facilement aux autres, est tout indiquée pour sensibiliser les enfants québécois aux réalités internationales. « Cette génération est plus facilement au courant de ce qui se passe ailleurs, on parle souvent de village global. Il faut lui permettre de s'ouvrir à l'autre. Beaucoup sont surpris par ce qu'ils apprennent sur l'accès aux soins de santé ou à l'éducation, par exemple. Certains comprennent ainsi l'importance de l'école dans leur vie. »

La campagne de Carrefour Tiers-Monde, qui en est à sa 19<sup>e</sup> édition, s'appuie sur les principes de base de la Convention relative aux droits des enfants, adoptée en 1989 par les Nations Unies. Cette convention leur reconnaît notamment le droit à une éducation primaire gratuite, à la sé-

curité, aux soins de santé et à la protection contre l'exploitation économique.

**De Québec à Kigali**

Par le passé, la campagne « Au Sud comme au Nord... les enfants d'abord! » a sensibilisé les élèves du primaire à la situation des enfants dans différents pays: Brésil, Guatemala, Chili, Pérou, Burundi, Burkina Faso, Madagascar, Mozambique, Honduras. Cette année, ce sont les enfants du Rwanda qui reçoivent ces messages de solidarité venus du Québec.

La situation des enfants au Rwanda, sans surprise, n'est pas rose. Dans son rapport de 2012 sur le sort des enfants en milieu urbain, l'Unicef rapporte que des centaines et des milliers d'enfants vivent et travaillent dans la rue. Le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans y est de 54 pour 1000 (par comparaison, le Canada affiche un taux de mortalité de 6 pour 1000 chez les enfants de moins de 5 ans). Le drame du recrutement d'enfants-soldats rwandais faisait également la manchette cet automne.

**Solidarité internationale**

Fondé en 1969, Carrefour Tiers-Monde travaille en faveur de la sensibilisation à la solidarité internationale dans la ville de Québec. Dans sa mission, l'organisme vise à sensibiliser le grand public au développement solidaire, plus particulièrement en poursuivant trois objectifs: faire connaître les problèmes qui touchent les pays en développement au niveau social, politique ou économique, informer sur les moyens d'appuyer des initiatives locales et favoriser des pratiques de développement solidaire.

L'organisme a mené plusieurs campagnes de sensibilisation depuis sa fondation: campagne de boycottage des jouets militaires ou de dénonciation de l'apartheid en Afrique du Sud, entre autres.

En plus de sa campagne d'échange de vœux, Carrefour Tiers-Monde a mis sur pied le programme « Avec Laurence », qui vise cette fois les enfants de 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> années du primaire. Petite journaliste de 12 ans, Laurence se promène en Afrique, au Moyen-Orient, en Amérique latine, en Asie ainsi qu'en Europe de l'Est afin d'en apprendre un peu plus sur le sort des enfants dans le monde, en particulier celui des filles. Le parcours de Laurence se présente comme un récit illustré, accompagné de notes pédagogiques à l'usage des enseignants.

Carrefour Tiers-Monde est aussi à l'origine de la première boutique de commerce équitable dans la ville de Québec, Boutique EquiMonde, qui a été mise sur pied en 2002 et qui est maintenant administrée par l'auberge L'Autre Jardin. L'organisme a but non lucratif a également publié un guide informatif sur les solutions de rechange à la « mondialisation néolibérale »: Commerce équitable: le monde entre nos mains! Un guide d'introduction au commerce équitable pour les enfants a également été réalisé par l'organisme, inspiré du personnage de la petite Laurence.

Collaboratrice  
Le Devoir

OXFAM-QUÉBEC

## « Il suffit parfois de peu pour faire beaucoup »

« Le plaisir d'aider, ça s'attrape »: tel est le slogan de la campagne de publicité qu'Oxfam-Québec reprend cette année dans le temps des Fêtes. Cette campagne publicitaire, dont le porte-parole est l'humoriste André Sauvé, se décline sur plusieurs supports: journaux, panneaux et annonces télévisées.

PIERRE VALLÉE

« Nous avons choisi de sortir cette campagne publicitaire pour le temps des Fêtes, explique Denise Byrnes, directrice générale d'Oxfam-Québec, parce que nous croyons que c'est le moment de l'année où les gens sont plus sensibles à des notions comme l'entraide et la solidarité. »

L'objectif de la campagne est simple. « Nous voulons inciter les gens à collaborer avec nous, peu importe la forme que cela prend. C'est selon leurs intérêts et leur capacité. On peut nous appuyer par une contribution financière ou nous épauler en devenant bénévole. »

Oxfam-Québec compte présentement 500 bénévoles. « Nos bénévoles contribuent de diverses façons, certains en offrant gratuitement des services professionnels, d'autres en organisant des activités qui permettent d'amasser des fonds. Notre Marche 2/3, qui deviendra cette année la Marche Monde, où on invite les jeunes du secondaire à marcher pour la solidarité, est une activité qui serait impossible sans le travail de nos bénévoles. »

Une façon plus marquée de collaborer avec Oxfam-Qué-

bec est celle de la coopération volontaire, où on s'engage dans une mission de coopération, généralement d'une durée de deux ans. Bon an mal an, ce sont environ 100 coopérateurs volontaires d'Oxfam-Québec qui sont sur le terrain. Fait à noter, il s'agit d'une spécificité québécoise. « Les autres instances d'Oxfam dans le monde n'ont pas de coopérateurs à l'étranger, cette façon de faire est une particularité de la culture québécoise. »

Les projets de coopération d'Oxfam-Québec sont organisés à la demande des partenaires locaux et selon leurs besoins. Les coopérateurs reçoivent une formation avant de partir et une allocation de subsistance une fois sur le terrain. « C'est loin d'un salaire québécois, mais c'est suffisant pour assurer aux coopérateurs de bonnes conditions de base et leur permettre de séjourner en sécurité et en bonne santé. »

La moyenne d'âge des coopérateurs est de 38 ans. « Nos coopérateurs proviennent de milieux très variés. Certains prennent un congé sans solde de leur employeur, d'autres mettent fin à leur emploi, quitte à s'en retrouver un à leur retour. Il y en a certains qui profitent de cette occasion pour réorienter leur vie et leur carrière. Dans certains cas, il s'agit d'un projet familial voulant faire vivre à leurs enfants l'expérience d'une autre culture. Mais il y a une constante, celle de vouloir se mobiliser et de redonner quelque chose à la société par une contribution positive. »

La coopération volontaire laisse aussi ses marques après le retour, puisque la majorité

des coopérateurs conservent des liens avec les personnes et les organismes auprès desquels ils ont travaillé. « Les coopérateurs deviennent des personnes-ressources pour les organismes locaux qui les consulteront lorsque le besoin se fera sentir. »

**Québec sans frontières**

Le programme Québec sans frontières (QSF), mis en place et financé par le ministère des Relations internationales du Québec, permet à des jeunes âgés de 18 ans à 35 ans de faire un stage en coopération internationale dans un pays étranger. Oxfam-Québec offre chaque année des stages QSF.

Les stages ont une durée de trois mois et se font en groupes de six à douze jeunes. « Mais la préparation peut durer neuf mois. Il y a évidemment des séances de formation, mais les jeunes doivent s'engager à recueillir des fonds dans leur milieu avant de partir. Ces fonds serviront à l'organisme local qui les reçoit. De plus, à leur retour, ces jeunes agissent comme nos ambassadeurs dans leur milieu respectif en réalisant des activités de sensibilisation. » L'an dernier, Oxfam-Québec avait sur le terrain 52 stagiaires grâce au programme QSF.

**Des résultats concrets**

Cet engagement, en particulier celui des coopérateurs volontaires, donne-t-il des résultats qui en valent la peine? Nul doute, dans l'esprit de Denise Byrnes. « L'un des problèmes de santé présents dans certains pays africains est la transmission du VIH de la mère à l'enfant. Nous avons mis en place,

avec nos partenaires locaux en République démocratique du Congo et grâce à la contribution de nos coopérateurs volontaires, un programme de prévention de la transmission du VIH en dépistant les femmes atteintes. Ce projet a permis de rejoindre 30000 femmes et de réduire le risque de transmission de 40% à 2%. »

D'autres projets nécessitent des moyens plus modestes qu'une vaste campagne de dépistage du VIH et, même si les résultats sont moins spectaculaires et à plus petite échelle, ils sont néanmoins déterminants pour ceux qui en profitent. « Par exemple, au Honduras, on a mis en place un projet de sécurité alimentaire qui cherchait à diversifier la production agricole et à introduire l'élevage, en particulier celui des poules. Un de nos coopérateurs a travaillé avec une famille de sept enfants afin de l'aider à cultiver des arbres fruitiers et à faire l'élevage de poules. Grâce à ces deux nouvelles productions agricoles, la famille a pu envoyer ses enfants à l'école. Aujourd'hui, la fille aînée est la première personne du village à avoir fréquenté l'université, où elle a obtenu son diplôme d'ingénieur. »

Pareille réussite aurait été impossible sans la contribution du coopérateur, mais combien cela a-t-il coûté à Oxfam-Québec? « Il me faut 100 dollars pour acheter les arbres fruitiers et les poulets et lancer un projet comme celui-là dans une famille. Il suffit parfois de peu pour faire beaucoup. »

Collaborateur  
Le Devoir

# NOËL RESPONSABLE



Selon Ryan Worms, directeur adjoint au Service des programmes de Développement et paix, l'entraide entre les Philippines est «absolument extraordinaire».

DÉVELOPPEMENT ET PAIX

DÉVELOPPEMENT ET PAIX

## Comme si le Montréal résidentiel avait été éliminé de la carte

Les bénévoles sont à l'œuvre aux Philippines

Six jours après que le typhon Haiyan eut dévasté l'archipel des Philippines, Ryan Worms, de Développement et paix, a été dépêché sur les lieux.

CLAUDE LAFLEUR

«Ma première impression? Ça été que c'est pire que ce que j'avais imaginé, se souvient Ryan Worms. J'avais bien sûr en tête les images vues à la télé, mais c'est autre chose sur place!» Le coopérant a ainsi été témoin d'un niveau de destruction d'une ampleur indescriptible. «C'est... très, très impressionnant, dit-il. Tout a été rasé, il ne reste rien, ou presque, debout!»

Il a d'ailleurs visité des régions où plus de 80% des maisons ont été rasées. On estime à plus d'un million le nombre des maisons détruites, un peu comme si toutes les habitations de l'île de Montréal n'existaient plus!

«Ma seconde impression, poursuit M. Worms, c'est l'entraide absolument extraordinaire que les Philippines s'apportent entre eux. Ça, je pourrais vous en parler durant des heures», lance-t-il, émerveillé.

Il cite entre autres le cas d'une femme venue rencontrer son équipe d'urgence. «Nous étions la première équipe à arriver sur place, raconte-t-il. Elle s'approche de moi pour me dire: "J'ai deux enfants et le toit de ma maison a été partiellement détruit, on dort dehors..." Mais, ce qu'elle voulait, c'était me présenter sa voisine, enceinte de huit mois et qui n'avait plus de maison: "C'est elle qui doit recevoir l'aide en premier!", m'a-t-elle dit. Puis, elle m'a présenté une autre voisine, veuve, mère de cinq enfants et qui n'a plus de

maison non plus: "Et c'est elle aussi qui devrait recevoir l'aide en premier", ajoute-t-elle.»

Même de retour des Philippines depuis une semaine, Ryan Worms reste profondément touché: «Ça, ce sont des histoires qui inspirent énormément de respect pour la population des Philippines, déclare-t-il. Et voilà que ça nous mobilise, en tant qu'acteurs humanitaires, pour qu'on redouble d'efforts!»

«La première chose à faire...»

Ryan Worms est directeur adjoint au Service des programmes de Développement et paix. Il rentre tout juste des Philippines après avoir passé deux semaines sur le terrain.

Vu que Développement et paix est l'organe d'entraide humanitaire de l'Église catholique canadienne, il se trouvait déjà bien implanté aux Philippines avant même la catastrophe. «Dans un pays très catholique comme les Philippines, on a la possibilité d'atteindre les populations les plus reculées grâce au réseau des églises, indique M. Worms. Dans certaines zones où je suis allé, nous étions les premières équipes d'aide humanitaire à arriver.»

Ironiquement, Développement et paix était déjà en mode d'urgence, puisque, un mois avant que ne déferle Haiyan, le pays a été victime d'un puissant tremblement de terre. «Nous étions donc déjà en intervention d'urgence avec notre partenaire principal, Caritas-Philippines», indique-t-il.

«La première chose à faire, c'est d'envoyer des fonds, poursuit-il. À la suite du séisme, nous avons envoyé 50000\$, ce qui a permis à la Caritas locale

de faire parvenir des biens de première nécessité: des aliments, de l'eau potable et des bâches pour construire des abris temporaires.»

Cette fois-ci, à la suite du typhon, Développement et paix a immédiatement débloqué 100 000 \$ pour l'achat de rations d'eau potable et l'amélioration de l'accès à des médicaments, ainsi que pour l'acheminement de cordes et de bâches en plastique en vue de la construction d'abris de fortune.

Par la suite, Ryan Worms a été déployé sur place afin d'appuyer l'équipe de coordination. «J'ai ainsi participé à l'organisation des communications internes, afin de nous assurer que tous les diocèses avec lesquels nous travaillons puissent faire part de leurs besoins à l'équipe de coordination, dit-il. Et l'autre partie de ma mission a été d'aller sur le terrain pour recueillir des témoignages...»

«Profiter» du désastre pour...

La distribution de l'eau potable et de l'aide alimentaire est à présent en place, rapporte Ryan Worms, il reste maintenant à construire une foule d'abris temporaires. «C'est un immense défi, indique-t-il, étant donné le nombre de maisons endommagées. Ça nécessite d'apporter du matériel dans les différentes zones, ce qui va prendre du temps.»

Il faut en outre planifier la remise en état des ressources économiques locales, qui ont toutes aussi été ravagées; il s'agit entre autres de l'industrie de la pêche, de la culture du riz, des noix de coco, des noix d'acajou, etc. «Là, il va falloir faire un travail considérable», note le coopérant.

«Quant à nous, nous sommes toujours en processus de collecte de fonds, poursuit-il. Nous avons déjà recueilli plus de 1,7 million et des collectes sont organisées dans presque toutes les paroisses du Canada.»

Sans relâche, Développement et paix appuie ses partenaires philippins afin de répondre à la première urgence. «Mais nous pensons déjà à la phase de reconstruction des habitations et des ressources de l'économie locale», indique Ryan Worms.

«Nous allons aussi "profiter", si je puis dire, de cette phase de reconstruction pour renforcer les collectivités, en particulier pour développer leur cohésion. Ce sera aussi l'occasion de faire avancer la démocratie, en particulier la défense du droit à la terre et du droit au logement.» Le coopérant souligne que, dans la région dévastée par le typhon, le droit à la propriété était déjà un enjeu majeur. «Nous participons avec des groupes locaux afin d'assister les groupes de paysans à réclamer le droit à la terre. Nous allons donc redoubler d'efforts pour renforcer les structures communautaires, afin qu'elles puissent défendre leurs droits vis-à-vis des gouvernements locaux et nationaux.»

Le coopérant, qui n'en est pas à sa première catastrophe naturelle, observe ainsi qu'il arrive souvent qu'il ressort «quelque chose de bien» d'un tel malheur. «Cela permet souvent de former des collectivités plus soudées, plus fortes et mieux à même de défendre leurs droits et de réclamer leur juste part du développement économique», dit-il.

Collaborateur  
Le Devoir

ALTERNATIVES

## Quel cadeau pour qui fabriquent les cadeaux?

Les maquiladoras exploitent honteusement travailleuses et travailleurs

L'organisme Alternatives, dont le mandat est de promouvoir, ici comme ailleurs, la justice sociale, tient à rappeler aux consommateurs québécois que certains des cadeaux qu'ils offriront à Noël ont peut-être été confectionnés par des travailleurs œuvrant dans de piètres conditions de travail.

PIERRE VALLÉE

«Il ne s'agit pas ici de culpabiliser l'individu, fait remarquer Michel Lambert, cofondateur et directeur général d'Alternatives, car, la plupart du temps, ce dernier n'a aucun moyen de savoir si l'article qu'il achète a été fabriqué dans de pareilles conditions. Nous cherchons plutôt à provoquer une réflexion collective et sociale devant le phénomène de délocalisation de la production de certains de nos biens de consommation vers des pays en voie de développement. Comme société, nous devons nous interroger pour savoir, d'une part, si on surconsomme et, d'autre part, si, à toujours vouloir payer le prix le moins cher, on fait vraiment une bonne affaire.»

Le cas des maquiladoras

D'abord installées au Mexique et maintenant dans de nombreux pays de l'Amérique latine, les maquiladoras sont des usines d'assemblage de produits où les conditions de travail des travailleurs et des travailleuses sont, au mieux, pénibles, au pire, accablantes: rémunération minimale, longue journée de travail, interdiction de se syndiquer, divers harcèlements, dont sexuel. Ce sont surtout de jeunes femmes qui en subissent les contrecoups, puisque l'âge moyen des travailleurs des maquiladoras est de 25 ans et que 80% de ces travailleuses sont des femmes.

C'est au Honduras et au Nicaragua que les conditions des travailleuses et des travailleurs des maquiladoras sont les plus pénibles. «D'abord, rappelle Michel Lambert, ce sont les deux pays les plus pauvres de l'Amérique latine, donc au départ les conditions salariales sont déjà mauvaises. Mais les gouvernements ont créé des zones franches où les entreprises étrangères installent leurs maquiladoras. Et, dans ces zones franches, ces entreprises peuvent faire comme bon leur semble, puisqu'elles échappent même aux quelques rares réglementations qui existent dans ces pays. Par exemple, les gouvernements de ces pays acceptent que les travailleurs soient payés tellement peu que leur salaire est sous le seuil de pauvreté reconnu officiellement par les États eux-mêmes.»

Un premier effort en 2010

C'est en 2010 que l'organisme Alternatives commence à s'intéresser, grâce notamment à ses partenaires du monde syndical, au sort réservé à ces travailleuses et travailleurs. Une première initiative fut mise en place, avec la collaboration de la CSN et l'appui de la Confédération syndicale des travailleurs des Amériques (CSA). «Nous avons

choisi de concentrer nos efforts au Honduras et au Nicaragua en donnant notre soutien à deux syndicats locaux, soit la Centrale sandiniste des travailleurs du Nicaragua (CST) et la Confédération unitaire des travailleurs du Honduras (CUTH).»

À cette époque, ces deux syndicats s'étaient donné pour mission de chercher à syndiquer le secteur informel de l'économie. «Les entreprises d'une certaine taille, peu importe leur champ d'activité, ont un certain encadrement juridique, c'est ce qu'on appelle le secteur formel de l'économie. Mais le secteur informel, où on retrouve essentiellement les services, comme le taxi, la restauration et le commerce de détail, échappe à tout encadrement.»

Conformément à sa façon de procéder, Alternatives n'a pas cherché à se substituer aux instances locales, mais plutôt à les appuyer. «Dans un premier temps, il a fallu apprendre à se connaître. Ensuite, nous les avons appuyées en les conseillant et, dans une certaine mesure, en les soutenant financièrement, dans la mise en place d'une campagne de sensibilisation visant à accroître la visibilité de la CST et de la CUTH. Nous les avons aussi aidées à mieux s'outiller pour mener des plaidoyers auprès des dirigeants politiques et d'autres décideurs.»

Un second effort en 2013

En 2013 — le projet est en marche depuis septembre dernier — à Alternatives et ses partenaires du premier effort, soit la CSN et la CSA, se sont joints deux nouveaux partenaires, soit la Centrale unique des travailleurs du Brésil (CUT) et le syndicat basque ELA, toujours dans le but de soutenir la CST et la CUTH.

Ce second effort, qui doit durer jusqu'en 2015, consiste à renforcer les moyens de communication des deux syndicats. Il s'agit de former 60 jeunes pour tout ce qui concerne les technologies de l'information et 60 autres jeunes dans tous les aspects de la radiodiffusion. «Ce sont nos partenaires locaux, soit la CST et la CUTH, qui nous ont signifié qu'ils avaient des besoins en ce sens. Les jeunes qui seront formés sont de jeunes syndiqués de l'endroit et la formation sera confiée à l'expertise locale. Notre contribution consistera à les soutenir par nos conseils mais aussi sur le plan financier. Il se peut qu'on contribue aussi en aidant à la formation des formateurs locaux.»

Si la radio demeure un média peu coûteux et largement répandu, qu'en est-il des technologies de l'information? «Même dans des pays pauvres comme le Honduras et le Nicaragua, il y a une bonne pénétration des technologies de l'information, grâce notamment aux téléphones intelligents. Il faut d'abord commencer par créer des sites Internet qui pourront héberger de façon claire les plaidoyers de ces syndicats. Ensuite, il s'agit de les réseauter grâce, entre autres, aux médias sociaux comme Facebook et Twitter. Aujourd'hui, et ce, même dans les pays émergents, les organisations doivent avoir les moyens de réagir rapidement, ce que permettent les médias sociaux.»

Collaborateur  
Le Devoir



Un ouvrier est à l'œuvre dans une maquiladora de Ciudad Juárez, au Mexique, près de la frontière américaine.

JESUS ALCAZAR AGENCE FRANCE-PRESSE

**TOUS LES ENFANTS DE L'AUTRE MONDE**

Organisme de solidarité internationale qui intervient auprès des enfants et jeunes vivant dans des conditions difficiles ou des milieux à risque via des:

- Stages de sensibilisation à la coopération internationale (groupes scolaires et adultes)
- Mandats personnalisés de coopérants volontaires
- Projets durables en lien avec les réalités locales

Depuis sa création en 2004, T.E.A.M. c'est:

- + de 70 stages dans 12 pays
- + de 900 stagiaires et coopérants
- + de 15 projets développés

Parce que tous les enfants ont le droit d'avoir des rêves.

[www.team-monde.org](http://www.team-monde.org)  
450 729-0917

## NOËL RESPONSABLE

TEAM

## Que tous les enfants du monde fêtent Noël!

Des stagiaires du Québec partagent le quotidien des enfants de la rue

Pour les quelque 150 millions d'enfants qui peuplent les rues du monde, les festivités de Noël n'ont rien d'un conte de fées. Pour les intervenants de Tous les enfants de l'autre monde (TEAM), une ONG canadienne qui œuvre depuis près de 10 ans auprès d'enfants parmi les plus défavorisés, Noël est un moment privilégié pour aller à leur rencontre.

ASSIA KETTANI

Ils sont âgés de 3 à 17 ans, errent dans les centres-villes, survivent dans des bidonvilles réputés pour leur insalubrité et leurs problèmes de drogue ou de prostitution juvénile ou ont quitté leur chez-soi ravagé par la guerre ou une catastrophe naturelle. Ces enfants de l'Afrique, de l'Amérique du Sud ou d'Haïti, les plus vulnérables qui soient, sont au cœur de la mission de TEAM, ONG canadienne créée en 2004 et basée à Mascouche. Chaque année, des stagiaires et des coopérants de cet organisme s'envolent vers les Caraïbes ou l'Amérique latine pour fêter Noël avec des enfants vivant dans des conditions précaires.

Haïti et Pérou

Cette année, ils seront en tout 590 jeunes à trouver auprès de membres de l'organisme une présence pendant le temps des Fêtes. Louise Gaudreault est arrivée en Haïti il y a trois semaines avec deux gros sacs remplis de jouets amassés dans la région et au Québec. Sa destination: l'école du Frère-Dumay, située à Croix-des-

Bouquets, dont le chantier a démarré il y a deux ans afin d'aider à scolariser des enfants de victimes du séisme, ainsi que des enfants vulnérables et marginalisés du système scolaire. Dans sa hotte, les quelque 200 petits écoliers trouveront du matériel scolaire, des livres et des crayons de couleur, des poupées et de petites automobiles.

Au Pérou, Milena Nehme fêtera Noël dans un parc, entourée d'enfants de la rue. Dans ce pays fortement marqué par le catholicisme, où les traditions et les festivités de Noël sont bien présentes, l'organisme mise sur le respect des traditions locales. Au menu: une grande marmite du traditionnel *chocolate caliente navideño*, un chocolat chaud aromatisé, qui sera distribué aux enfants, accompagné de *paneton*, un pain aux fruits confits. Au Pérou, ce sont près de 400 enfants, issus d'un orphelinat, des rues d'Ayacucho ou du bidonville de Villa-Maria, au sud de Lima, qui fêteront Noël sous l'aile de TEAM.

Sans famille

Que représente Noël pour des enfants qui n'ont ni foyer ni famille? «Noël est toujours un moment très difficile pour eux, car ils souffrent de l'éloignement de leurs proches», explique Sylvain Fillion, fondateur et directeur de l'organisme. En venant à leur rencontre, l'organisme ne dispose que de «moyens simples». Des petits cadeaux, de la musique, de la nourriture ainsi que des costumes du père Noël — «une demande de nos partenaires sur le terrain, poursuit-il, pour faire comme ailleurs».

C'est loin d'être l'opulence, mais c'est tout ce qu'il faut pour faire une fête. Pour ces enfants, le véritable cadeau n'a d'ailleurs rien de maté-

riel. «Ce qui importe pour eux, c'est qu'on soit dans leur milieu pour célébrer cette fête. C'est comme si on leur rendait hommage. On quitte notre pays pour les voir et les encourager. Ils se rendent compte qu'on pense à eux et qu'on se préoccupe de leurs conditions de vie.» Et, pour ce père de trois enfants, cette rencontre est aussi précieuse pour les enfants démunis que pour les intervenants sur le terrain. «Partager ce moment et la joie d'une fête aussi importante réveille quelque chose de magique.»

La rue au quotidien

L'idée de fonder TEAM a germé en 1995 lors d'une mission humanitaire au Guatemala, alors dévasté par une guerre civile depuis 35 ans. Le travailleur de rue, qui œuvrait à Terrebonne auprès d'adultes et d'adolescents, s'est retrouvé confronté à une tout autre réalité que celle qu'il côtoyait au Québec: celle des enfants de la rue. Choqué et ému par la vie de ces «grands sages» qui, bien que vivant dans des conditions très difficiles, «partagent beaucoup avec d'autres jeunes de leur âge», Sylvain Fillion chavire lorsqu'il voit un enfant trouver un petit morceau de poulet et partager solennellement sa maigre pitance avec ses compagnons d'infortune. «Voir des enfants si jeunes faire des gestes comme celui-là m'a beaucoup touché. Avant de partir, je leur ai fait la promesse de consacrer ma vie à aider les enfants en difficulté.» Chaque année, de 80 à 150 stagiaires quittent le Québec vers une douzaine de pays pour partager le quotidien des enfants de la rue, édifier des projets en milieu rural ou dans les villes et participer à des projets culturels et sportifs. Par leur

entremise sont acheminés des vêtements, du matériel sportif ou scolaire, des livres à colorier, des crayons de couleur ainsi que du matériel d'hygiène ou de premiers soins.

Des projets durables

Ils chapeautent aussi, en partenariat avec des organismes locaux, des projets durables ciblés vers les besoins sur le terrain. Au cours des dernières années ont vu le jour deux centres de santé en Équateur et au Guatemala, une cuisine collective au Pérou et un projet d'assainissement au Mali. Actuellement, outre la reconstruction de l'école du Frère-Dumay en Haïti, l'organisme travaille à la construction d'une maison des jeunes au Mexique, qui permettra aux enfants de participer à des activités culturelles, sportives et éducatives, à une garderie communautaire pour mères seules, adolescentes ou jeunes adultes et à une autre cuisine collective dans un bidonville de Lima. «Ces actions sont destinées à améliorer leur qualité de vie. Nous cherchons à développer des solutions de rechange.»

Après 23 ans de travail auprès d'enfants défavorisés, Sylvain Fillion se réjouit de voir que certains de ses anciens sont aujourd'hui devenus éducateurs de rue, musiciens ou artistes et ont acquis des compétences pour exercer un métier. Mais, pour mener à bien sa mission, il relève chaque année un tout autre défi auprès de fondations, d'entreprises, de donateurs privés et d'organismes gouvernementaux. «Il faut être créatif», estime-t-il. C'est le prix d'une promesse à tenir...

Collaboratrice  
Le Devoir

QUÉBEC

## « Le libre marché n'existe pas en agriculture, ici comme ailleurs »

La gestion de l'offre remonte au début des années 1970: en fonction de celle-ci, les producteurs de lait, de volaille et d'œufs du Québec et du Canada modulent leurs productions dans le but de répondre aux besoins réels des consommateurs sur le marché intérieur. Quels obstacles se présentent devant l'application d'un modèle agricole équitable selon cette démarche? Quels cadeaux responsables le père Noël pourrait-il déposer au pied de l'arbre des membres de la Coalition G05?

RÉGINALD HARVEY

Qu'en est-il au juste de cette coalition G05? Bruno Letendre, président de la Fédération des producteurs de lait, qui regroupe 13 000 propriétaires de fermes laitières et fait partie de l'Union des producteurs agricoles (UPA), fournit ces points d'information sur ce regroupement de cinq productions en matière de gestion de l'offre: «On diffère des autres productions parce que, de notre côté, on va seulement chercher des revenus sur le marché sans obtenir de subventions. Partout dans le monde, chaque gouvernement a ses propres politiques agricoles. En Europe et aux États-Unis, on sait que les gouvernements fonctionnent avec des budgets et donnent des subventions aux producteurs pour pallier les différences de marché.»

À ce sujet, il dégage cette réalité spécifique au monde agricole: «Notre production, ce qu'elle a de particulier par rapport aux autres, c'est que, lorsque notre produit est prêt, on ne peut pas attendre: le lait qu'on a recueilli ce matin, il faut qu'il soit ramassé, traité et vendu; il ne reste pas longtemps.» Des règles du jeu s'imposent et il existe donc un contrat de gestion de l'offre avec le gouvernement, en vertu duquel le producteur est tenu de fournir seulement ce qui est nécessaire aux attentes du marché canadien; en contrepartie, des tarifs sont fixés pour éviter que l'importation ne vienne détruire le marché.

Situation irréaliste

Le père Noël serait le bienvenu s'il exigeait de ses lutins de faire le grand ménage dans toute l'approche des subventions dans le domaine agricole; il ferait là un cadeau aux producteurs d'ici, dont les intérêts seraient mieux servis.

Le président Letendre s'insurge contre la vision de certains: «Il y a des gens qui prônent le libre marché, mais ça n'existe pas en agriculture au Canada ni ailleurs sur la planète: voilà pourquoi il y a 80 milliards de dollars qui sont versés en subventions en Europe et qu'il y en a à peu près autant aux États-Unis; quand la production est là, ils savent donc qu'il faut soutenir les pro-

ducteurs. Il n'y a pas de libre marché et nos pères ennemis sont ceux qui pensent que tel est le cas et que nous ne sommes pas efficaces pour produire; les producteurs canadiens le sont tout autant que n'importe quels autres, mais ils ne sont pas compétitifs parce qu'ils ne reçoivent pas de subventions.»

Il se sert donc de l'accord de libre-échange récemment conclu entre le Canada et l'Union européenne pour illustrer ses propos: «Ils vendent du fromage subventionné pour déplacer une production qui ne l'est pas ici.»

Il élabore sur cette question et dénonce l'entente sous cet

angle: «La concession a porté sur le dos des fromagers. M. Harper aurait pu signer quelque chose de mieux s'il n'avait pas été si pressé de jeter dans l'oubli ses problèmes avec le Sénat et de détourner l'attention de ses autres difficultés. C'était stratégique pour les Européens de venir négocier avec nous: ce qu'ils veulent, ce sont nos ressources naturelles.»

Et quelles sont ses attentes en matière d'indemnités qui serviraient à rétablir un plus juste équilibre en faveur des fromagers québécois? «On espère et on obtient un solide appui du gouvernement provincial. Il faut arrêter de parler de pertes au conditionnel, comme M. Maxime Bernier le fait, il y en a: on perd 180 millions de litres et c'est cette quantité-là que va représenter l'entrée de fromages en provenance de l'Europe.»

À ce sujet, il tire cette conclusion sur la forme de l'indemnité attendue: «On ne veut pas de l'argent qu'on va donner aux producteurs.»

À l'aube d'une nouvelle année, Bruno Letendre exprime ce souhait à l'endroit des producteurs agricoles: «Je voudrais qu'ils soient reconnus comme des travailleurs à part entière dans la société; ils ont le droit d'obtenir un revenu décent.»

Au nom de l'impératif commercial, le sens des valeurs se perd: «Quand j'achète une chemise qui coûte 150\$ tout en sachant que le pauvre travailleur au Pakistan l'a peut-être fabriquée pour 25 cents ou même un dollar, je me ques-

tionne. On n'accepterait pas cette situation en milieu de travail au Canada, mais, sur le plan commercial, c'est accepté.»

Collaborateur  
Le Devoir

Son seul souhait pour Noël

LA PAIX SUR TERRE

SOYEZ GÉNÉREUX

1 888 234-8533  
www.dev.org/noel

Développement et Paix

LE PLAISIR D'AIDER, ÇA S'ATTRAPE

ANDRÉ SAUVÉ  
Porte-parole bénévole

OXFAM.QC.CA / JESUISCONTAGIEUX

FAITES PARTIE DU MOUVEMENT!

OXFAM Québec

Photo: Alexandre Bélaïr/Oxfam-Québec  
Notre programme d'engagement du public est financé par Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada.

*Les producteurs et productrices agricoles du Québec vous offrent leurs meilleurs vœux en cette période de réjouissance.*

*À l'aube du 90<sup>e</sup> anniversaire de l'Union des producteurs agricoles et de l'Année internationale de l'agriculture familiale, nous vous souhaitons un savoureux temps des Fêtes entourés de vos proches!*

L'agriculture familiale

**toujours vraie!**



*L'Union des  
producteurs  
agricoles*

